

## **Solidaires n'ira pas au Conseil national pour la refondation**

Paris le 6 septembre 2022

Solidaires a reçu une Invitation par l'Elysée, à se rendre ce jeudi 8 septembre au Conseil national pour la refondation (CNR) comme tous-tes les représentant-es syndicaux et politiques, certaines associations et des citoyen-nés tiré-es au sort. Présenté comme un outil visant à revivifier une démocratie malade, tout en répondant aux défis actuels dans l'urgence, Macron assume avoir fait explicitement référence au Conseil national de la résistance (CNR) qui en 1944 a refondé un nouveau modèle social après-guerre.

**Or la forme comme le fond nous font décliner cette invitation.**

### **Sur la forme:**

- une référence explicite au Conseil national de la résistance est en soi une provocation:
  - Nous rappelons que ce Conseil après la guerre a mis en place le système de la sécurité sociale et d'autres avancées, que les politiques néolibérales pratiquées par Macron sapent continuellement, à la faveur d'un capitalisme qui n'a que faire des systèmes de solidarité collectifs.
  - Nous rappelons que ce Conseil national de la résistance était présidé par Jean Moulin, résistant. Or l'invitation du Rassemblement National, donc l'extrême droite dans ce contexte est un scandale en soi. On ne joue pas avec les symboles de l'histoire pour les salir. Le Front National (devenu RN) a été fondé par des personnes qui à l'opposé de la résistance étaient en lien avec le fascisme, la collaboration et le régime de Vichy. Faut-il rappeler que le RN est le pire ennemi des salarié-es et du monde du travail ?  
Même si le RN a choisi de ne pas s'y rendre, notre syndicalisme de lutte contre l'extrême droite ne peut s'associer à une construction commune avec ceux et celles qui prônent la haine et attisent le racisme.
- Notre mode de représentation général est paritaire Femme/Homme : or l'Elysée a imposé une seule personne, en choisissant d'emblée le co-délégué..et malgré les observations sur ce sujet, en ne répondant qu'à lui. On peut afficher continuellement une politique d'égalité femmes - hommes, en faire des grandes causes...après il y a les actes.

### **Sur le fond :**

Emmanuel Macron a déjà utilisé ce type de procédé (réunir soit-disant les premier-es concernées) comme pour la Convention citoyenne pour le climat, et dont les idées substantielles et intéressantes (32h, mesures écologiques importantes) ont été complètement escamotées par le gouvernement ; ce sera donc plus que probablement un exercice de communication... Cet exercice est destiné à faire croire à la possibilité d'une "union nationale", concept que Macron a déjà utilisé qui serait en capacité de répondre aux

grands enjeux actuels (crise climatique, énergétique, démocratique, guerre...) en dépassant les antagonismes à commencer par le capitalisme, pourtant principal responsable des crises actuelles dont le gouvernement est l'un des acteurs. Dépasser, en gros effacer la responsabilité du capitalisme !

Il entend court-circuiter par la même le CESE (Conseil Economique Social et Environnemental). Solidaires y est représenté dans le groupe « Alliance sociale et écologique » (avec la FSU et la Confédération paysanne). C'est une institution qui rassemble déjà les différent-es représentant-es économiques, syndicales, associatives et qui produit des analyses et réflexions sur le long terme.

**Et surtout, les revendications de Solidaires, en matière d'écologie, d'éducation, d'emploi, de santé et de grand âge (les 5 thématiques retenues) sont connues, et portées à travers nos luttes** : or l'Elysée répond-il aux revendications de Solidaires et intersyndicales en matière de revalorisation salariale, d'augmentation du SMIC, de revalorisation des métiers féminisés, de revalorisation substantielle du point d'indice, ou encore sur l'emploi les services publics, la santé, les sujets environnementaux et de protection sociale? Ce gouvernement répond-il par des mesures concrètes aux luttes sur le terrain ? **la réponse est non**. Et ce n'est ni la loi pouvoir d'achat, ni les incantations à faire des économies d'énergies qui ne sont satisfaisantes, ou montrent un début de volonté de changement réel.

Solidaires était devant le nouveau ministre du travail avant l'été pour porter les sujets spécifiques sur l'indispensable revalorisation salariale dans le privé, dans la fonction publique, la lutte des sans-papiers. Devant le ministre de la fonction publique sur ces mêmes sujets..

Après un mouvement des retraites 2019 qui a marqué le refus de travailler plus et de voir démanteler le système actuel de retraite par répartition pour y substituer un système aléatoire de retraite à points, la première ministre annonce à nouveau la volonté de réformer la retraite en nous faisant partir plus tard sur des arguments fallacieux.

**Nous n'irons donc pas dans ce cadre tronqué et ignorant nos revendications.**

**C'est dans la rue, le 29 septembre prochain, que nous ferons entendre nos voix, nos revendications pour de réels changements.**